

*Questions orales***L'AGRICULTURE**

LA PARTICIPATION DU CANADA À LA RÉUNION DE L'OCDE

M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Il doit savoir que l'aggravation du litige touchant les prix et les échanges de produits agricoles entre les États-Unis et la Communauté européenne constitue l'un des principaux sujets à l'ordre du jour de la réunion de l'OCDE, qui a lieu à Paris cette semaine. Peut-il nous expliquer pourquoi le Canada, dont le secteur agricole connaît déjà de lourdes pertes, n'a envoyé à cette réunion aucun représentant du gouvernement qui s'y connaisse en agriculture pour défendre ses intérêts agricoles ou représenter les producteurs canadiens?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je comprends la remarque du député, mais nos résultats prouvent que nous avons toujours soutenu sans réserve l'agriculture. On peut toujours trouver des façons dans ce monde moderne, et notamment grâce aux amis que nous avons partout, surtout depuis l'élection du gouvernement actuel, pour représenter ce secteur.

LE PRIX DU BLÉ CANADIEN

M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Centre): Monsieur le Président, puisque les prochains entretiens de l'OCDE auront lieu à Tokyo, où les agriculteurs japonais vont toucher \$20 canadiens par boisseau de blé, tandis que les Européens toucheront 30 p. 100 de plus que les Américains qui, l'an prochain, obtiendront plus de \$6 canadiens le boisseau, comment le ministre espère-t-il que nos agriculteurs pourront rester concurrentiels dans le monde grâce à leur maigre pitance d'à peine plus de \$3 canadiens?

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)): Monsieur le Président, nos représentants à l'étranger sont parfaitement au courant de la situation agricole et à même de défendre nos intérêts. Depuis notre arrivée au pouvoir, nous avons fait en sorte d'envoyer des représentants des divers secteurs à toutes les négociations. C'est un progrès encourageant par rapport au gouvernement précédent.

Notre premier ministre a déclaré que nous devons faire davantage pour l'agriculture de l'Ouest et que nous le ferons malgré les restrictions que nous impose la conjoncture économique. C'est un bon signe. Non seulement les agriculteurs de l'Ouest, mais également tous les agriculteurs canadiens le comprennent, contrairement à l'époque où le premier ministre de l'un des gouvernements précédents, que les agriculteurs de l'Ouest ne sont pas prêts d'oublier, leur avait déclaré: «Pourquoi devrais-je vendre votre blé?» Nous nous réjouissons d'avoir un premier ministre qui s'en occupe.

M. le Président: A l'ordre.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LA DÉCLARATION ATTRIBUÉE AU NÉGOCIATEUR CANADIEN

L'hon. Douglas C. Frith (Sudbury): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Hier, à Toronto, le négociateur du Canada pour le libre échange, Simon Reisman, a déclaré dans un discours: «Comme je l'ai bien précisé, je pars du principe que nous jouerons cartes sur table et que tout sera négociable». Comment peut-on concilier la position du négociateur avec celle du premier ministre et de son gouvernement qui n'ont cessé de répéter aux Canadiens que le pacte de l'automobile ne serait pas négociable, pas plus que les industries culturelles ou les programmes d'assurance-chômage? Qui parle au nom du Canada?

M. Turner (Vancouver Quadra): Je suppose que Nielsen parle au nom du Canada sur pratiquement toutes les questions.

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Le premier ministre et son gouvernement.

● (1440)

LES SECTEURS NÉGOCIABLES

L'hon. Douglas C. Frith (Sudbury): Monsieur le Président, le premier ministre et son gouvernement peuvent-ils au moins se brancher et faire savoir au négociateur commercial ce qui est négociable et ce qui ne l'est pas? Le gouvernement ne peut pas continuer à semer la confusion dans les esprits en laissant Simon Reisman adopter une position contraire à la sienne.

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, je suis toujours heureux de pouvoir aider le député ou ses collègues à dissiper la confusion qui règne dans leur esprit.

* * *

LES AÉROPORTS

LE CONFLIT OUVRIER CONCERNANT LES POMPIERS

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre des Transports. Le ministre n'ignore pas que 1,400 pompiers d'aéroports sont sans contrat de travail depuis près de deux ans. Le 3 avril, les employés ont accepté, à leur corps défendant, un rapport de conciliation majoritaire. Le ministre peut-il nous expliquer pourquoi le gouvernement a rejeté ce règlement et peut-il nous dire s'il est prêt à revenir sur cette décision?